

Soutenue par SUD Recherche EPST – Sud Éducation - Solidaires

Pour une Recherche publique dédiée à l'intérêt général !

La raison d'être du service public de recherche est de créer des connaissances pour l'ensemble de la société, en aucune façon de servir des intérêts particuliers.

Dans ce contexte, il n'est pas pertinent de faire une distinction entre une recherche qui serait "fondamentale" et une qui serait plus "appliquée". Ce qui compte, ce que nos élu.e.s défendront, c'est la mise à disposition de la connaissance acquise, en opposition complète avec son détournement à des fins marchandes.

Ainsi, le transfert vers la société est la raison d'être de la recherche publique. Mais ce transfert doit prendre la forme de la publication des résultats et des méthodes, pas leur dissimulation derrière des brevets ! Ce doit être le développement d'une expertise scientifique indépendante des pressions politiques et financières.

Pour nous la recherche publique ne peut donc s'accommoder d'une succession de projets à courte vue, elle doit se faire avec une pérennité et une indépendance par rapport aux intérêts privés que seuls l'emploi statutaire et le financement sur crédits récurrents de l'État peuvent garantir.

Pas de chantage au financement, pas de chantage à l'emploi. Et l'obligation d'obéissance des fonctionnaires ne doit pas servir à museler les expressions critiques sur les questions de société, d'environnement, de sécurité politique ou industrielle, ou sur quelque autre sujet pour lequel l'éclairage scientifique est pertinent.

Pour autant, les acteurs de la recherche scientifique restent selon nous des citoyens. S'ils peuvent apporter au débat public un éclairage particulier, ils n'ont pas plus à décider pour les autres qu'à se dédouaner de toute responsabilité.

Les organismes nationaux restent indispensables. Parce qu'il est impossible de prédire quelles seront les connaissances indispensables à la société dans un siècle, un service public de recherche ne peut se permettre de laisser mourir une thématique ou un autre, quand bien même des moyens plus importants seraient ponctuellement accordés à un secteur ou un autre. Les retombées de l'activité de recherche en terme d'aménagement du territoire sont également à prendre en compte. Dans ce cadre, les EPST à vocation nationale ont un rôle capital. Les pressions que nous subissons pour mettre l'ensemble de la recherche sous la coupe des COMUES et IDEX sont intolérables. Nos élu.e.s défendront le développement des moyens de la recherche universitaire tout autant que le maintien d'une vision globale de la politique scientifique, qui ne doit pas être confinée à de l'accompagnement dans des "politiques de sites" !

**Une recherche publique alimentant les débats de sociétés... Pas une tour d'ivoire !
Pas de pilotage par effets de mode non plus !**

Un syndicat de contre-pouvoir, et non pas de « partage du pouvoir »

Dans toutes les instances où nous avons des élu.e.s nous refusons la cogestion. Nous acceptons la négociation lorsqu'il s'agit d'améliorer la situation des agents mais n'avons aucune tolérance pour des décisions néfastes même si elles s'accompagnent d'un pseudo-dialogue social.

L'action syndicale de nos élu.e.s s'appuie sur la représentation collective sans contrainte de hiérarchie syndicale.

Et à travers une charte des élu.e.s et mandaté.e.s nos candidates et nos candidats s'engagent :

- À être des militantes et des militants engagé.e.s sur la défense de valeurs, en tout temps et pas seulement en année électorale ;
- À se positionner clairement pour la défense des missions d'intérêt général de la recherche et de l'enseignement supérieur, c'est à dire l'accroissement et la diffusion des connaissances et de l'esprit critique ;
- À rejeter les logiques d'affrontement, de compétition qui font le jeu des fossoyeurs du service public ;
- À lutter pour l'intérêt général, pour préserver l'universalité des domaines étudiés, ce qui exige une politique nationale et non limitée à celles des ComUE, IDEX, Site ou autre « Université Cible » ;
- À faire participer les agent.e.s au débat et à les tenir informé.e.s par des consultations sur les points à l'ordre du jour et par la diffusion des comptes rendus des séances.

Soutenue par SUD Recherche EPST – Sud Éducation - Solidaires

La recherche est un travail collectif : des droits identiques pour tout le personnel

Nous voulons travailler dans un cadre de coopération où l'efficacité collective est bien plus que la somme des efficacités individuelles. Pourtant, la politique des gouvernements qui se succèdent est tout entière orientée vers la valorisation de la compétition, elle nie le travail d'équipe et assimile l'intérêt général à celui des entreprises.

- Pour une recherche publique exercée par des agents publics sous statut de fonctionnaire,
- Pour la titularisation des précaires, contre le contrat de projet ;
- Pour un recrutement des chercheur.e.s au plus près de la thèse ; contre la précarité endémique infligée aux post-doctorants ;
- Contre la mise en compétition des agent.e.s et des structures ;
- Pour des moyens récurrents à la hauteur des besoins, contre le financement sur projet ;
- Pour des conditions de travail et de rémunération décentes pour tous ;
- Contre l'individualisation des rémunérations, contre la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, contre le Rifseep ;
- Contre toutes les discriminations, qu'elles soient liées au genre, à l'origine, à la sexualité, au handicap...
- Pour une véritable politique de lutte contre les inégalités femmes/hommes qui s'attaque notamment aux stéréotypes et qui s'oppose aux normes de réussite masculine.

Nos candidates et candidats :

Collège C : Céline BARTHONNAT et Alain CASTERA

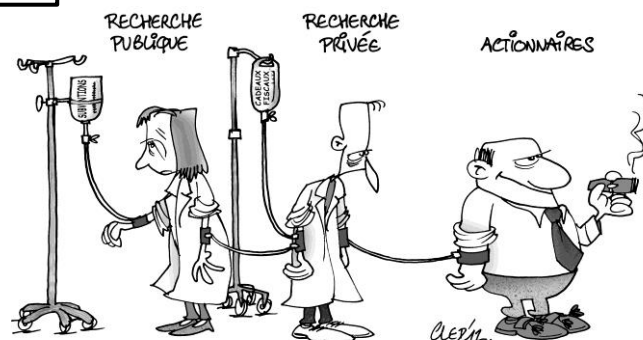
Collège B1 : Sébastien ZAMITH

Collège B2 : Guillaume MARRELEC

Collège A1 : Alice MOUTON

Collège A2 : Cécile QUANTIN

Et encore et toujours
Le Crédit d'Impôt Recherche, c'est **2,5 fois**
la subvention d'État du CNRS.
Près de **6 milliards d'euros** pour la plus
recherchée des niches fiscales, quasiment
sans aucun contrôle, ni aucune efficacité !
Et il continue d'être sanctuarisé !



Et en dépit du réchauffement climatique
les salaires sont de nouveau gelés !

VOTEZ, FAITES VOTER

